

Guinée équatoriale : "amnistie totale", le président Obiang crée la surprise

@rib News, 05/07/2018 Source AFP Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema (photo) a créé une surprise en décrétant une « amnistie totale » pour les prisonniers politiques et les opposants, condition posée par l'opposition pour participer au dialogue national prévu mi-juillet.

Si elle est appliquée rapidement, cette mesure spectaculaire devrait se traduire par la libération de 21 militants du principal parti d'opposition, Citoyens pour l'innovation (CI), condamnés en février à plus de 30 ans de prison, notamment pour « sédition ». Ce parti, légalisé en 2014 à l'issue d'un précédent dialogue national, a été dissout tard, en même temps qu'étaient condamnés ses partisans à la suite d'incidents à Aconibé (sud-est). Dans un mercredi soir à la télévision, le président Obiang, 76 ans, qui dirige sans partage son pays depuis 1979, a accordé « une amnistie totale à tous les citoyens condamnés par les tribunaux (à l'exception de) pour des délits politiques dans l'exercice de leur activité, purgeant ou non leur peine ». Cette amnistie s'applique à toute personne « privée de liberté ou empêchée d'exercer son droit politique dans le pays ». Le décret présidentiel n'évoque cependant pas une possible libération du CI. L'objectif affiché est, selon lui, de « permettre une large participation de tous les acteurs politiques à un dialogue national prévu du 16 au 21 juillet entre le gouvernement et les partis politiques légaux, acteurs politiques de l'intérieur et de la diaspora, société civile et confessions religieuses ». Obiang s'engage à garantir « la liberté et la sécurité » à tous les participants à ce dialogue. L'amnistie était l'une des principales conditions posées de l'intérieur et de la diaspora pour prendre part à ce dialogue national, le sixième sous la présidence Obiang. Une opposition qui n'avait pas encore réagi jeudi au décret présidentiel. Jusqu'alors, les dirigeants CI ont affirmé ne pas participer au dialogue national, mais pour la première fois, la société civile, l'Église et la communauté internationale ont soutenu et seront présents. « C'est un dialogue national », a déclaré Severo Moto Nsa, 74 ans, chef d'un gouvernement en exil réfugié en Espagne depuis plus de 40 ans. Il a été condamné par contumace à Malabo à plus de 160 ans de prison pour participation présumée à des tentatives de coups d'État en 1997 et 2004. Un retour à Malabo de celui qui, en 2004, a accusé Obiang d'être un « satrape sanguinaire, cannibale et voleur » qui devore les testicules et le cerveau de ses opposants, serait historique. Mais, affirme un diplomate européen en Afrique centrale, le dialogue lancé par le président Obiang est « un jeu de dupes, tout le monde le sait ». « Pour un vrai dialogue, une vraie ouverture et un vrai multipartisme, il faudrait des élections vraiment libres », selon lui. Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDG) au pouvoir) a remporté 99 des 100 sièges au Parlement lors des dernières législatives, en novembre. CI n'a eu qu'un seul député élu, en prison depuis décembre, sans charge contre lui. CI dénonce régulièrement les exactions dont sont victimes ses militants emprisonnés. Mardi il a affirmé que l'un d'eux était mort récemment en prison à Evinayon des suites de « tortures » en début de semaine. En février, l'Union européenne s'était inquiétée de la détérioration de la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale, petit pays contrôlier d'Afrique également connu pour les frasques de son vice-président, Teodorin Nguema Obiang, fils du président. Il est accusé d'avoir pillé les caisses de l'État et d'avoir acheté avec des voitures de luxe et des propriétés somptueuses dans les endroits les plus chers du monde, y compris à Paris. Teodorin Obiang, 49 ans, a été condamné par la justice française en octobre 2017 à trois ans de prison avec sursis et 30 millions d'euros d'amende, également avec sursis, dans cette affaire dite des « biens mal acquis ». Il semble prendre de plus en plus de poids dans son pays au point d'apparaître comme le probable successeur de son père: il a récemment signé une note stipulant que toute autorisation de voyage à l'étranger des fonctionnaires devait passer par ses services.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});